

Les inégalités hommes-femmes dans le monde du travail, la difficile mise en place de la parité dans l'univers politique, les menaces de régression qui pèsent sur les droits acquis ne sont pas les seules atteintes au respect et à la dignité des femmes. Il en est qui ne sont ni économiques, ni politiques mais qui traduisent tout aussi durement la discrimination fondée sur l'appartenance sexuelle dans notre société : les violences conjugales, le viol, la prostitution, le harcèlement sexuel.

LES VIOLENCES CONJUGALES.

En novembre 2006, un rapport remis à la ministre de la cohésion sociale indique qu'une femme meurt tous les trois jours des coups infligés par son conjoint. À la même époque, un rapport de l'Observatoire National de la Délinquance fait état d'un décès tous les deux jours. Ces chiffres traduisent-ils une augmentation des violences conjugales ou sont-ils la conséquence d'une levée des tabous sur le sujet ? Difficile de le dire mais la gravité de la situation a amené le législateur à prendre des mesures répressives ; Par exemple, depuis 1994, le juge des affaires familiales peut éloigner le mari violent avant même le déclenchement de la procédure de divorce. En 2005, la loi ajoute un volet pénal, en prévoyant l'éviction des conjoints ou des concubins. En 2006, le système est étendu aux pacsés et aux « ex ». Mais la législation reste partielle et largement incomplète. Pourtant des solutions sont possibles (cf. 4^e partie).

LES AGRESSIONS SEXUELLES.

La législation permet aussi de sanctionner les délits que constituent le viol (y compris en tenant compte de la particularité du viol au sein du couple), les tentatives de viol, les attouchements, la prise de photos ou le visionnage pornographique sous contrainte, l'exhibition sexuelle, le harcèlement. En 2006, 4400 affaires de viol ont été répertoriées par le ministère de l'Intérieur. Le viol est jugé aux Assises. Les autres agressions sexuelles sont passibles du tribunal correctionnel. Quel que soit l'âge de la victime, les conséquences du viol et des agressions sexuelles sont graves et durables. De tels traumatismes affectent profondément les victimes qui ont longtemps besoin d'une aide extérieure pour se reconstruire.

LA PROSTITUTION.

Le principe juridique sur lequel repose le droit en matière de prostitution est celui du droit de disposer de son corps, même à des fins lucratives. La prostitution ne serait donc pas un délit. Mais les violences engendrées par la prostitution ont conduit à une législation répressive qui peut avoir quelquefois des effets pervers. Quoiqu'il en soit, il était nécessaire de répondre à l'exploitation de la personne prostituée par des proxénètes qui contraignent une

femme à avoir des relations sexuelles contre de l'argent par la menace, la violence, la tromperie. Il est indispensable de démanteler les réseaux qui « importent » des femmes originaires des pays de l'Est, réseaux qui se distinguent par des moyens de séquestration et de violence inouïe. Il fallait également faire disparaître les triades qui « tiennent » des prostituées chinoises ainsi que les anciennes prostituées africaines qui gèrent des réseaux de prostituées venues elles aussi d'Afrique. La France se veut abolitionniste. En 1997, à la conférence de La Haye, le gouvernement Juppé a réaffirmé cette position. La même année, le ministre du travail et des affaires sociales écrivait aux préfets de Région et de Département : « Il importe que la France réaffirme ses principes et sa politique face à des tentatives d'imposer en Europe le retour à un régime réglementariste, lequel consiste à reconnaître la prostitution comme une activité parmi d'autres, quitte à l'encadrer par un statut spécifique ». Les lois successives n'ont pas apporté de solutions vraiment satisfaisantes faute, sans doute, de s'attaquer aux vraies racines du problème.(cf. 4^e partie).